

# Le populisme économique serait calamiteux pour la France

PAR JEAN TIROLE

**Exclusif.** Dans une tribune au « Point », le Prix Nobel d'économie démontre la dangerosité du programme de Marine Le Pen.

**A** travers le monde, bien au-delà de l'élection de Donald Trump et du vote en faveur du Brexit, une lame de fond populiste se nourrit des problèmes et inquiétudes réels, promet un changement dramatique, se moque de l'avis des experts, symboles des élites mondialisées, et se trouve des boucs émissaires : l'étranger, la finance, le commerce international, le système... La France ne fait pas exception. Au second tour de l'élection présidentielle, de nombreux Français seront tentés d'oublier leurs difficultés en votant pour une candidate au programme économique rétrograde et dangereux pour notre pays. D'autres essaieront de se convaincre qu'une abstention n'est pas un soutien au Front national...

## LE BREXIT N'EST PAS UN MODÈLE

Pour rassurer sur son programme, le Front national répète que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne n'a pas eu de conséquences importantes dix mois après le vote. Certes, mais les entreprises attendent la confirmation du Brexit et surtout la réaction de l'Europe avant de s'engager dans des décisions nécessairement très coûteuses de délocalisations hors du Royaume-Uni.

Surtout, le Royaume-Uni – comme d'autres pays européens hors zone euro – a déjà sa propre monnaie, ainsi qu'une banque centrale indépendante et crédible, au contraire de la Banque de France nouvelle formule, à qui Marine Le Pen demanderait de financer le déficit public. Depuis bien longtemps, aucune banque centrale (sauf dans ces modèles caricaturaux que sont le Venezuela et le Zimbabwe) n'est autorisée à « faire fonctionner la planche à billets ». L'inflation qui en résulterait minerait la France et frapperait particulièrement les moins aisés, qui ont plus de mal à s'en protéger.

Enfin, le Royaume-Uni a un déficit budgétaire aux alentours de 1 % du PIB, tandis que l'Institut Montaigne estime à au moins 8 % celui qui serait engendré par le programme du FN.

L'absence complète de discipline budgétaire et d'indépendance de la banque centrale aurait trois conséquences. La première serait un franc faible, impliquant une hausse des prix des produits importés et une réduction importante du pouvoir d'achat. Ensuite, la faible crédibilité de la France augmenterait le coût de l'emprunt : supposons à titre d'exemple que le taux d'intérêt auquel nous emprunterions soit de 5 % supérieur à celui de l'Allemagne, comme cela le fut en Espagne et en Italie en 2011, avant que la Banque centrale européenne vienne à leur rescousse (ce qu'elle ne ferait pas pour une France sortie de l'euro) ; cela se traduirait à terme, pour nos entreprises et pour l'Etat français, par un coût annuel supplémentaire de plus de 8 % du PIB. Une charge insoutenable.

Cela m'amène à la troisième conséquence : au-delà du renchérissement du coût des nouveaux emprunts, les entreprises et l'Etat français auraient de grosses difficultés à rembourser des dettes libellées en euros avec des revenus essentiellement en francs. La réponse du FN au pouvoir serait sans doute, alors, de transformer les créances en euros en créances en francs. Le défaut souverain d'un pays riche ! Une France emboîtant le pas à l'Argentine, à la Grèce et à des pays pauvres qui, eux, n'ont pas les moyens d'honorer leur dette. Une France mise au ban des nations, exposée aux mesures de rétorsion de ses partenaires économiques et interdite d'emprunt pendant de longues années... A moins que, comme les autres pays au bord du défaut, elle ne demande un programme d'aide assorti de conditions

pour restaurer sa crédibilité. Le FMI à Paris, un comble pour un parti souverainiste !

## LE MYTHE DE LA RARETÉ DU TRAVAIL

Le programme économique de Marine Le Pen semble influencé par un vieux sophisme, qui connaît toujours un regain de popularité en période de récession : celui d'un emploi en quantité limitée. Le nombre d'emplois dépend de nombreux facteurs (la productivité des entreprises, le coût du travail, l'offre de travail, la conjoncture), mais n'est en aucun cas une donnée fixe. Sauf, peut-être, dans le très court terme, où les carnets de commandes et les capacités de production sont prédéterminés – et encore, même cela n'est pas sûr, comme le démontre la forte vague d'immigration cubaine à Miami en quelques semaines, en 1980, qui n'eut aucune conséquence sur l'emploi et les salaires.

L'idée de l'emploi en quantité limitée a des ramifications multiples, dont trois sont particulièrement mises en avant par le FN : la fermeture des frontières aux biens et services importés et aux travailleurs immigrés, qui prennent « nos » emplois ; l'avancement de l'âge de la retraite, de sorte que les aînés ne prennent pas le travail des jeunes. Mais pourquoi s'arrêter là ? Rétablissons le service militaire, réduisons le temps de travail, taxons les robots, ne facilitons pas l'accès des femmes au travail, etc. L'Allemagne, les pays d'Europe du Nord et les pays anglophones sont ouverts aux migrants, n'ont pas de service militaire obligatoire, ont (pour la plupart) un taux d'emploi élevé des femmes, ne pénalisent pas l'outil de travail et n'ont pas adopté l'approche française de réduction du temps de travail. Cela ne les empêche pas d'avoir un taux de chômage de 5 %. Il n'appartient pas aux économistes de s'immiscer dans les choix de société qui se posent dans de tels choix politiques, mais il est de leur devoir d'expliquer que l'on ne trouvera pas là la solution au chômage.

## LE DÉFI DE LA MODERNITÉ ET DE L'OUVERTURE

Malgré son cadre de vie exceptionnel, malgré des talents reconnus dans le monde entier, la France a aujourd'hui perdu beaucoup de son lustre. Une France isolée, protectionniste, recroquevillée sur elle-même ferait encore moins rêver. Les quelques bénéfices de la préférence nationale pour nos entreprises seraient vite anéantis par des mesures de rétorsion de la part de nos partenaires commerciaux, pénalisant nos entreprises

exportatrices et l'emploi. Le protectionnisme nous priverait des bénéfices de la spécialisation internationale et supprimerait l'aiguillon de la concurrence, qui pousse nos entreprises à s'améliorer plutôt qu'à profiter d'un consommateur captif. La taxe de 10 % sur le salaire brut des travailleurs étrangers nous priverait de talents et pourrait exposer les Français travaillant à l'étranger, par exemple les frontaliers, à des mesures de rétorsion.

Cela m'amène à la création des richesses. Aujourd'hui, les richesses sont de plus en plus créées par les entrepreneurs – des grandes entreprises mondiales du numérique et des biotechnologies jusqu'aux PME de la restauration et des services. Certains viennent de la recherche de pointe, d'autres ont simplement des idées et de l'enthousiasme. Pour Marine Le Pen, ces entrepreneurs appartiennent à l'élite mobile et internationalisée qu'elle critique tant. Sauf qu'ils créent richesses, emplois et impôts permettant de financer les services publics. Je doute que sa venue au pouvoir encourage les chercheurs et entrepreneurs à retourner ou à rester dans notre pays et les entreprises étrangères à y installer des usines. Une autre source d'appauvrissement en vue. Au moment où les populistes au pouvoir aux Etats-Unis et au Royaume-Uni agissent comme des repousseurs pour les talents que ces pays ont toujours su attirer, nous ne saurions saisir cette opportunité et, au contraire, nous nous enfermerions dans le statut de nation économique et scientifique de second rang.



**Jean Tirole**  
**Prix Nobel**  
**d'économie,**  
**président de**  
**Toulouse School**  
**of Economics**

## LE COURAGE DES RÉFORMES

Notre pays est dans une passe difficile : un chômage chronique faisant des ravages économiques et sociaux, une répartition inégale des fruits de la mondialisation et du progrès technologique, une inquiétude face à la numérisation, une dette publique et des retraites non financées, un système éducatif en berne, une intégration des minorités issues de l'immigration plutôt plus difficile que dans nombre d'autres pays développés... De quoi effectivement donner envie d'un changement.

Il faut chercher des solutions intelligentes plutôt que se laisser guider par la peur. D'abord pour combattre vraiment le chômage. Nous devons avoir le courage de mettre en place une vraie politique de réformes plutôt qu'utiliser les mêmes et coûteuses rustines que pendant les quarante dernières années. Il est temps d'accepter l'idée qu'il faut protéger le salarié et non l'emploi. D'autant plus que les mutations rapides des emplois dans un monde digital ne manqueront ■■■

**Depuis bien longtemps, aucune banque centrale (sauf dans ces modèles caricaturaux que sont le Venezuela et le Zimbabwe) n'est autorisée à « faire fonctionner la planche à billets ».**

■■■ pas de nous rappeler ce principe.

Là aussi, la proposition du FN d'abroger la loi El Khomri va dans le mauvais sens. J'ai des réserves vis-à-vis de cette loi, mais elle représente un effort pour moderniser notre marché du travail. Je pense personnellement qu'il faudrait combiner une flexibilité accrue pour les entreprises avec un bonus-malus sur les cotisations sociales, de telle sorte que ce soient les entreprises qui licencient qui paient le coût de l'assurance-chômage et non, comme aujourd'hui, celles qui gardent leurs salariés.

Et j'accorderais les droits du grand-père aux salariés actuellement en CDI, qui garderaient leur régime, alors que les créations d'emplois se feraient sous le nouveau contrat. Il ne s'agit pas seulement de sanctuariser des droits acquis, mais aussi d'éviter que, à un moment de chômage élevé, les entreprises licencient en masse des salariés qu'aujourd'hui elles gardent contraintes et forcées.

Nous devons réformer l'Etat, les régimes de retraite, la gestion de la Sécurité sociale, pour pérenniser notre système social, que les dépenses de l'Etat (les plus élevées au monde, à 57 % du PIB, et qui croîtraient encore sous une présidence Le Pen, pour un service public pas toujours exceptionnel) et l'accumulation de la dette risquent de faire exploser.

Nous devons préparer notre société à la révolution numérique, qui suscite des inquiétudes pour l'emploi,

imaginer de nouvelles régulations, promouvoir l'innovation, renforcer l'éducation et la formation professionnelle. Je ne vois pas beaucoup de propositions dans le programme du FN allant dans ce sens.

Marine Le Pen ne manque pas de condamner le libéralisme d'Emmanuel Macron. Elle oublie que le libéralisme n'est pas le laisser-faire, que l'ouverture des marchés ne signifie pas l'absence de régulation pour éliminer les défaillances, qu'un Etat hypertrophié n'est pas synonyme de protection sociale et de service public – et que, au contraire, à terme il les menace.

Enfin, nous devons rétablir le poids politique de notre pays. Et, pour cela, une seule solution : l'Europe. Une France hors Europe n'existerait plus dans les négociations internationales : régulation financière, fiscalité, accords commerciaux, politique étrangère, négociations avec les grandes entreprises du numérique, négociations climatiques... Sans l'Europe, les entreprises et gouvernements étrangers pourraient faire jouer les pays européens les uns contre les autres et ignorer la voix de la France.

Il faut faire le pari de l'intelligence. Il faut qu'une majorité de notre classe politique s'unisse pour que les réformes soient appropriées, durables, et portent leurs fruits. Et ne pas se laisser bernier par des politiques économiques de repli compromettant l'avenir de notre pays et notre pouvoir d'achat. Le choix du populisme et du repli sur soi serait létal pour la France. Evitons-le ■

## Jean Tirole : « Un fort consensus chez les Nobel »

**Le Point:** Mi-avril, la presse a publié une lettre de 25 Prix Nobel en économie dénonçant les effets nocifs d'un repli sur soi. Que peut apporter une telle initiative ?

**Jean Tirole:** Cette lettre contient des messages forts. Elle explique la nécessité de la coopération européenne non seulement pour exister dans les négociations internationales, mais aussi pour la croissance économique de nos pays. Elle rappelle également la dangerosité des politiques protectionnistes et de préférence nationale, le coût pour la France d'une sortie de l'euro ou les craintes infondées d'un impact économique négatif des migrants (à partir du moment où on est capable de les intégrer au monde du travail).

**Peut-on parler d'un consensus économique ?**

La signature par 25 Nobel, dont les 9 derniers lauréats, est inédite. Sachant qu'il y a 37 Prix Nobel d'économie vivants, que certains ne signent pas de lettres collectives par principe, que deux d'entre eux (George Akerlof et Paul Krugman) ne pouvaient s'associer à cette lettre pour des raisons légales, que d'autres n'ont pu répondre à temps... Cette lettre démontre un fort consensus, surtout connaissant la grande diversité des points de vue. Elle provient d'économistes aux sensibilités très différentes sur ces sujets complexes que sont la zone euro et la relance budgétaire, et représentant aussi un vaste éventail d'opinions dans le spectre politique. Même

sur le sujet qui nous divise sans doute le plus, l'euro, il y a un consensus sur le fait que décider d'entrer dans l'euro est une chose, en sortir une tout autre chose.

**Vous-même avez dérogé à votre règle de ne pas signer de lettres collectives...**

Il y a certes des difficultés inhérentes à l'exercice : la nécessité de rassembler un large groupe de signataires peut diluer le message ; la pression peut être forte pour apposer sa signature sur une lettre dont on approuve la tonalité générale mais pas des détails importants... Mais là, je ne suis pas le seul à avoir dérogé à ma règle de ne pas signer de lettres collectives. Simplement, nous avons tous conscience de la gravité de la situation. 24 des 25 signataires étant étrangers, le risque était non négligeable d'être accusés d'interférence, mais une telle accusation aurait été infondée. Parce qu'il faut bien faire

émerger une opinion sur les mécanismes économiques qui ne soit pas que française. Et parce que certains des lauréats du Nobel d'économie ont été cités par des candidats à la présidentielle française, notamment par Marine Le Pen et ses équipes, pour justifier un programme politique sur l'Europe. Pour la bonne information des électeurs, nous voulions contredire l'affirmation erronée que de nombreux Prix Nobel soutiennent des politiques de repli sur soi ■

« Nous avons tous conscience de la gravité de la situation. »

■ PROPOS RECUEILLIS PAR CLÉMENT LACOMBE